

Les services publics appartiennent à tou-te-s

Résumé de l'exposé de Christine Goll, présidente du ssp et conseillère nationale

Que signifient les services publics pour les syndicats? Le concept de service public implique des valeurs et des objectifs sociétaux importants pour lesquels les syndicats se sont engagés dès leur création: justice sociale, égalité des chances et solidarité. Les syndicats défendent les intérêts et les droits de la majorité de la population, ce que l'exemple modèle des services publics permet d'illustrer. Les infrastructures et les prestations de service public placent les objectifs visant à assurer les prestations sur l'ensemble du territoire au premier plan. Elles garantissent les droits des travailleuses et travailleurs, créent des conditions de travail modèles pour d'autres branches, rendent possible la prospérité de la société, servent les intérêts de la place économique et favorisent la démocratie. Au moyen du concept de service public, les syndicats peuvent montrer que des instruments démocratiques sont disponibles pour faire barrage aux concepts politiques néo-libéraux.

Les services publics nous concernent tou-te-s. Si l'on veut des travailleuses et travailleurs du secteur public motivés et affichant une grande assurance, une place économique aux conditions optimales et une société sociale composée de citoyennes et de citoyens prenant librement les décisions les concernant, il est nécessaire de disposer de services publics de haute qualité et soumis à un contrôle démocratique. Ces conditions sont encore celles d'une grande partie de la Suisse et c'est principalement grâce aux syndicats qu'elles existent. Jusqu'à présent, ces derniers ont veillé à ce que les infrastructures publiques et les prestations de service public, qui impliquent le principe du service universel, la garantie de l'approvisionnement, des prix abordables pour l'ensemble de la population et la participation démocratique en tant qu'acquis sociaux essentiels, ne soient pas détruits. Dans les domaines de l'approvisionnement en électricité, des transports publics et de la poste, la Suisse a procédé à nettement moins de libéralisations que d'autres pays et ce, malgré l'énorme pression exercée par le lobby économique. Ces derniers temps, les syndicats et la gauche ont prouvé qu'ils ont le soutien de la majorité de la population: toute nouvelle tentative de libéralisation et de privatisation se heurte à une large résistance. Les services publics, leur développement au cours des dernières décennies, leurs conditions de travail encore exemplaires, leurs prestations et leur haute qualité ont un effet marquant sur l'évolution économique, le progrès social et la prospérité de la collectivité. Les services publics nous concernent donc tou-te-s et sont au service de tou-te-s. Ils ont une importance primordiale pour toutes les citoyennes et tous les citoyens.

Les services publics mis sous pression par les mesures d'économies

A Berne, capitale de la Confédération, mais également dans de nombreux cantons, c'est le terme "économies" qui domine la politique. L'utilisation de termes tels que "programmes d'économies" appliqués aux finances publiques cache le fait qu'il s'agit de mesures de démantèlement touchant premièrement les services publics, mais aussi le personnel de la fonction publique et l'ensemble de la population, qui dépendent d'une fonction publique performante. Au moyen d'une "politique des caisses vides", l'on stimule la compétition sur le plan de la baisse des impôts. Les pertes fiscales qui en résultent sont ensuite compensées par des mesures de démantèlement social et de démantèlement des prestations. Soyons clairs: il n'est pas possible d'avoir des services publics performants qui soient gratuits. Si l'on réduit les moyens financiers nécessaires, cela met en route un immense processus de redistribution. Des biens publics et une grande partie de la population sont alors expropriés pour permettre à un petit groupe de personnes de réaliser des bénéfices mirobolants –souvent pour peu de temps – en procédant à des externalisations porteuses de bénéfices.

La dette brute, dont on se plaint continuellement, ne représente pas le problème le plus grave que la Suisse va laisser en héritage aux générations futures. En appliquant des mesures de démantèlement aux services publics, par exemple dans les domaines de la formation, de l'action sociale et de la santé, elle laissera derrière elle des problèmes bien plus importants. Les dettes accumulées de la Confédération ne sont pas la conséquence du fait d'accepter continuellement de nouvelles tâches ou de satisfaire constamment de nouvelles demandes. Elles sont le résultat de l'action de certains milieux valets de l'économie qui, dans le cadre du Parlement, ont imposé la libéralisation des régies fédérales telles que les CFF, les PTT et Ruag. Simultanément, cela a conduit à l'autonomisation des caisses de pensions liées à ces régies, qui s'est traduite par l'émergence de cas d'assainissement et s'est révélée après coup être un terrain d'exercice coûteux.

Les services publics garantissent à la collectivité la transparence ainsi que le contrôle démocratique. Or nous savons que le leitmotiv le plus important du néo-libéralisme, c'est la mise hors jeu de la démocratie. Le Conseil fédéral dominé par une majorité de la droite bourgeoise vise également cet objectif en appliquant un programme rigoureux de démantèlement de l'état et de démantèlement social. Les conditions de travail, les conventions collectives et les prestations sociales, régies par le droit public et négociées dans le cadre du partenariat social, sont aujourd'hui remises en cause de manière imprudente par certains responsables des partis bourgeois. L'insécurité de l'emploi et le démantèlement social provoquent des craintes existentielles et réduisent la disponibilité de la personne à s'engager. Cela a aussi pour effet d'influencer de manière négative l'évolution économique et d'affaiblir la cohésion démocratique au sein de la collectivité.

Objectifs syndicaux pour des services publics forts

La politique syndicale de l'avenir doit placer trois objectifs au premier plan:

Premier objectif: si les syndicats s'engagent pour des services publics de haute qualité et soumis à un contrôle démocratique en se basant sur le cœur de leurs activités, alors leur optique est celle des conditions de travail, salariales et de vie des travailleuses et travailleurs. En agissant ainsi, ils mènent une politique qui n'est pas seulement en faveur des employé-e-s des services publics, mais également en faveur de l'ensemble des citoyennes et citoyens. C'est pourquoi les syndicats du personnel des services publics doivent axer leurs activités non seulement sur leurs membres, mais également sur l'ensemble de la population.

Deuxième objectif: en défendant et en renforçant les services publics, il est possible d'élaborer une politique contre le sentiment d'impuissance et de résignation. L'engagement syndical contre le démantèlement des services publics implique toujours une politique consciente d'ingérence. L'objet premier, ce sont des services publics soumis à un contrôle démocratique et non des services publics privatisés. Celles et ceux qui défendent et renforcent les services publics veulent aussi défendre et renforcer la démocratie. Les syndicats garantissent que les services publics soient la propriété de toutes et tous. Ainsi, ils sont aussi les garants des processus de décision démocratiques.

Troisième objectif: le regroupement qui a donné naissance à la "Communauté d'action pour le service public" a montré que l'alliance des forces est aujourd'hui nécessaire et judicieux. Cependant, l'on peut se poser la question de savoir si une collaboration au niveau des actions est vraiment suffisante pour pouvoir continuer à défendre et renforcer avec succès les services publics à l'avenir. Si l'on veut se fixer l'objectif d'utiliser de manière optimale les moyens et les ressources disponibles, comme cela se pratique au sein des services publics, les organisations des employé-e-s des services publics doivent également examiner de manière sérieuse l'option d'un regroupement allant plus loin qu'une communauté d'action.